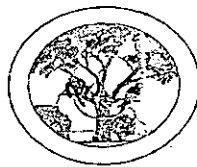


REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE
LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

COMMISSION SPECIALE DE PASSATION DES MARCHES
SPECIAL TENDERS' BOARD

00005

N° 00005 /AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT 14 2 AOÛT 2021
N° /AONR/MINEPDED/CSPM/2021 DU

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT EN VUE DE L'ELABORATION DU CADRE
DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU PROJET (CGES), DU CADRE
D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES (CEPP), ET DU CADRE POLITIQUE DE
REINSTALLATION(CPR), DU PROJET "APPUI AU PROGRAMME SECTORIEL FORET
ENVIRONNEMENT PHASE II ET III, PROTECTION DU CLIMAT (REED+) ET
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE"

Financement: Fonds Commun/PSFE
Sous-taches n° 5.2.3 .2.1

1. Objet de l'appel d'offres

Dans le cadre de l'exécution du Plan de travail budgétisé annuel du Fonds Commun PSFE, il est prévu une activité d'élaboration du cadre de gestion environnementale et sociale du projet (CGES), du cadre d'engagement des parties prenantes (CEPP), et du cadre politique de réinstallation(CPR), du projet "appui au programme sectoriel forêt environnement phase II et III, protection du climat (REED+) et aménagement du territoire. Le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable (MINEPDED) lance à cet effet, un appel d'offres national restreint pour la mobilisation d'un cabinet d'étude en vue de la réalisation de cette activité.

2. Consistance des prestations

L'objectif de la présente prestation est d'élaborer un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) incluant le Cadre d'Engagement des Parties Prenantes (CEPP) et un Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) du projet " Appui au Programme Sectoriel Forêt Environnement Phase II et III, Protection du climat (REED+) et Aménagement du territoire, cohérents avec les politiques de sauvegarde environnementale de la Banque Mondiale et les textes juridiques nationaux.

De manière spécifique, il s'agit pour le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) de :

- Évaluer les effets induits positifs et négatifs de la mise en œuvre effective du programme ;
- Vérifier pour s'assurer que les approches et les différents programmes sont cohérents avec les réalités écologiques, sociales, économiques et culturelles des sites couverts ;
- Mesurer les impacts potentiels des réalisations des infrastructures, des investissements et autres sous - projets envisagés par le programme ;
- Préparer le cadre participatif et institutionnel afin de bien identifier les bénéficiaires du programme à travers l'élaboration des outils pour réduire les impacts sociaux, environnementaux et culturels assorti d'un cadre de gestion environnementale et sociale (CGES). Ce cadre devra comprendre : (i) des propositions et scénarii ainsi que des actions de mesures de mitigation / atténuation ou de compensation afin de supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du Projet sur l'environnement biophysique, socioéconomique et culturelle ; (ii) des suggestions de consolidation, d'orientation ou de dimensionnement du montage institutionnel et organisationnel du

Projet et de prévoir un mécanisme d'atténuation des effets dommageables ; (iii) un programme de veille, de suivi/évaluation et de contrôle des impacts ;

- Proposer les moyens de mise en œuvre du CGES.

Relativement aux éléments du Cadre d'Engagement des Parties Prenantes (CEPP) à inclure dans le CGES, il s'agira de :

- Identifier et analyser des différentes parties prenantes au programme ;
- Elaborer un programme de mobilisation des parties prenantes ;
- Identifier les ressources et responsabilités pour la mise en œuvre des activités de mobilisation des parties prenantes ;
- Proposer un mécanisme de gestion des plaintes ;
- Proposer un mécanisme de suivi et de production des rapports des activités d'engagement des parties.

S'agissant du Cadre de Politique de Réinstallation (CPR), il s'agira de :

- Décrire le cadre réglementaire de référence pour la compensation et/ou la réinstallation des personnes affectées par le programme ;
- Fixer le cadre d'éligibilité par domaine concerné (foncier, bâti, cultures, tombes et autres) ;
- Définir clairement les modalités d'évaluation des coûts des compensations ;
- Définir le processus de mise en œuvre des compensations ;
- Définir les modalités de suivi-évaluation avant, pendant et après les compensations.

3. Délais d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de trente millions cinq cent quatre-vingt (30 580 000) mille de francs CFA hors taxes.

5. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est restreinte aux entreprises suivantes ayant été retenues après l'avis d'appel à manifestation d'intérêt N°00011/AAMI/MINEPDED/DAG/SDBMM/SM du 8 septembre 2020 :

N°	Noms	Adresses
1	FOREST SHADOW INGENIERING	TEL. : 699 732 016 B 1356, Yaoundé
2	ADVANCE TECHNOLOGIES & INGENIERING	BP : 8911 Yaoundé, T. : 651369802
3	TERREA	TEL. : 677 446 626, E 3129 Yaoundé
4	CARFAD	BP.30588-Yaoundé, T. : 222 31 08 92/699950105
5	ERE DEVELOPMENT	BP.11487-Yaoundé, T. 232594/699936537/677530860
6	RAINBOW CONSULTING	BP.30137, Tél 699936 16/699259383

6. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget du Fonds Commun PSFE, sous tâche n° 5.2.3.2.1

7. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministre chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du présent DAO, d'un montant de six cent mille (600 000) de francs CFA valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

8. Consultation du dossier d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708, dès publication du présent avis au Journal des marchés ou dans Cameroon Tribune et COLEPS.

9. Acquisition du dossier d'appel d'offres

Le dossier peut être obtenu au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA, payable au Trésor public.

10. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais, en sept (7) exemplaires, dont un (1) original et six (6) copies, marqués comme tels, devra parvenir au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708, au plus tard le 27/07/2021 à 13 heures précises et devra porter la mention :

00005 APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 00005 /AONR/MINEPDED/CSPM/2021 DU 12 AOÛT 2021
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT EN VUE DE L'ELABORATION DU CADRE
DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU PROJET (CGES), DU CADRE
D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES (CEPP), ET DU CADRE POLITIQUE DE
REINSTALLATION(CPR), DU PROJET "APPUI AU PROGRAMME SECTORIEL FORET
ENVIRONNEMENT PHASE II ET III, PROTECTION DU CLIMAT (REED+) ET
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE"
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

11. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les services émetteurs compétents, conformément aux stipulations du règlement particulier de appel d'offres. Elles doivent dater de moins de trois (3) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du dossier d'appel d'offres, sera déclarée irrecevable. Notamment, l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du dossier d'appel d'offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

12. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques se fera le 27/9/2021 à 14 heures, par la Commission Spéciale de Passation des Marchés du Fonds Commun/PSFE siégeant à l'occasion à la Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre. L'ouverture des offres financières aura lieu ultérieurement.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne dûment mandatée de leur choix.

13. Critères d'évaluation

13.1. Critères éliminatoires

1. Absence de la caution de soumission ;
2. Absence ou non-conformité d'une pièce administrative après le délai de 48 heures accordé par la Commission de Passation des Marchés ;
3. Fausse déclaration ou présence de pièce falsifiée dans les offres du Soumissionnaire ;
4. Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le Soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années ;
5. Présence d'une information financière dans la proposition technique ;
6. Note technique (critères essentiels) inférieure à 70/100 ;
7. Absence de la déclaration d'engagement suivant le modèle du Fonds Commun - PSFE.

13.2. Critères essentiels

1. Compréhension de la mission,20
 - a. Observations ou suggestions éventuelles sur les termes de référence et les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'ouvrage.....2,5
 - b. Description de la méthodologie10
 - c. Plan de travail2,5
 - d. Adéquation du plan de travail, chronogramme de réalisation et organisation des experts dans leurs interventions.....2,5
1. Expérience des consultants (personne morale)20
2. Qualifications et expériences du personnel clé pour la mission.....60

Le score technique minimum requis est de 70/100 points.

14. Méthode de sélection du Consultant

Le Consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité-coût, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

15. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

16. Renseignements complémentaires

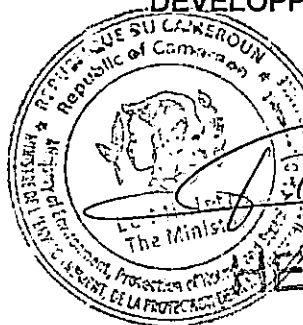
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable, sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708.

Yaoundé, le 2 AOUT 2021

Copies :

- MINMAP
- MINEPDED ;
- ARMP
- Président CSPM ;
- Affichage.

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA
PROTECTION DE LA NATURE ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE.



HELE Pierre

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Peace - Work- Fatherland

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE
LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work- Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

COMMISSION SPECIALEE DE PASSATION DES MARCHES
SPECIAL TENDERS' BOARD

00005

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER 32 AOUT 2021

No. _____ /AONR/MINEPDED/CSPM/2021 OF _____
FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT FOR THE DEVELOPMENT OF AN
ENVIRONMENTAL AND SOCIAL MANAGEMENT FRAMEWORK (ESMF), STAKEHOLDER
ENGAGEMENT FRAMEWORK (SEF), AND RESETTLEMENT POLICY FRAMEWORK (RPF),
OF THE "SUPPORT TO THE FOREST & ENVIRONMENT SECTOR PROGRAMME, PHASES
II AND III, CLIMATE PROTECTION (REED+) AND LAND USE PLANNING" PROJECT.

Funding: Common Basket Fund/PSFE
Subtask No. 5.2.3 .2.1

1. Subject of the Invitation to Tender

Within the framework of the implementation of the Annual Budgeted Work Plan of the Common Basket Fund PSFE, actions are being undertaken in a view to developing an Environmental and Social Management Framework (ESMF), Stakeholder Engagement Framework (SEF), and Resettlement Policy Framework (RPF) of the "Support to the Forest & Environment Sector Programme, Phases II and III, Climate Protection (REED+) and Land Management" Project. The Minister of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development (MINEPDED) is launching a restricted national invitation to tender for the mobilisation of a consultancy firm to carry out this activity.

2. Nature of services

The objective of this invitation to tender is to develop an Environmental and Social Management Framework (ESMF), including the Stakeholder Engagement Framework (SEF) and a Resettlement Policy Framework (RPF) for the project entitled "Support to the Forest and Environment Sector Programme, Phases II and III, Climate Protection (REED+) and Land Use Planning", in line with the World Bank's environmental safeguard policies and national legal instruments.

Specifically, the Environmental and Social Management Framework (ESMF) is aimed at

- Assessing the positive and negative impacts of the effective implementation of the programme;
- Ensuring that approaches as well as the various programmes are in line with the ecological, social, economic and cultural realities of the sites covered;
- Measuring the potential impacts of infrastructure, investments and other sub-projects envisaged by the programme;
- Preparing the participatory and institutional framework in order to identify the beneficiaries of the programme through the development of tools to reduce the social, environmental and cultural impacts together with an environmental and social management framework (ESMF). This framework should include: (i) proposals and scenarios as well as actions of mitigation/attenuation or compensation measures in order to eliminate, reduce and, if possible, compensate for the harmful consequences of the Project on the biophysical, socio-economic and cultural environment; (ii) suggestions of consolidation, orientation or dimensioning of the institutional and organisational set-up of the Project and to provide for a mechanism of mitigation of the harmful effects; (iii) a programme of monitoring, follow-up/evaluation and control of the impacts;

- Proposing the means of implementation of the ESMF.

With regard to the elements of the Stakeholder Engagement Framework (SEF) to be included in the ESMF, this will involve:

- Identifying and analysing the various stakeholders in the programme;
- Developing a stakeholder engagement programme;
- Identifying resources and responsibilities for implementing stakeholder engagement activities;
- Proposing a complaints management mechanism;
- Proposing a mechanism for monitoring and reporting on stakeholder engagement activities.

With regard to the Resettlement Policy Framework (RPF), this will involve:

- Describing the regulatory framework of reference for the compensation and/or resettlement of people affected by the programme;
- Establishing the eligibility framework per area concerned (land, buildings, crops, graves and others);
- Clearly defining the modalities for evaluating the costs of compensation;
- Defining the process for implementing offsets;
- Defining the monitoring and evaluation procedures before, during and after the offsets.

3. Delivery deadline

The maximum deadline provided for by the Contracting Authority for services in this invitation to tender shall be **ninety (90)** days from the date of notification of the service order to start works.

4. Estimated cost

The estimated cost of this service all taxes excluded following preliminary studies shall be **thirty million five hundred and eighty (30,580,000)** thousand CFA francs.

5. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is restricted to the following companies selected after the invitation to expression of interest No.00011/AAMI/MINEPDED/DAG/SDBMM/SM of 8 September 2020:

N o.	Names	Address Lines
1	FOREST SHADOW INGENIERING	PO Box: 4356 Yaounde, Phone: 699 732 016
2	ADVANCE TECHNOLOGIES & INGENIERING	PO Box: 8911 Yaounde, Phone: 651369802
3	TERREA	PO Box: 3129 Yaounde, Phone: 677 446 626
4	CARFAD	PO Box: 30588 Yaounde, Phone: 222 31 08 92/699950105
5	ERE DEVELOPMENT	PO Box: 11487 Yaounde, Phone: 222232594/699936537/677530860
6	RAINBOW CONSULTING	PO Box: 30137, Phone: 699936446/699259383

6. Funding

The services covered by this Invitation to Tender shall be financed by the Budget of the Common Basket Fund/FESP, under Task No.5.2.3 .2.1

7. Bid bond

Each tenderer shall attach to his/her administrative documents a bid bond issued by a first-rate banking establishment approved by the Ministry of Finance and of which the list features in document 12 of the Consultation File, of an amount of six hundred thousand (600,000) CFA francs, valid for thirty (30) days after the original validity date of tenders.

8. Consultation of Tender file

The Tender file is available for consultation, during working hours, at the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located at the Ministerial Building No. 2, 7th Floor, Room 704 or 708, as soon as this Tender Notice is published in the Contract Logbook or in Cameroon Tribune and COLEPS.

9. Acquisition of Tender file

The Tender file may be obtained from the Ministry of the Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located in the Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704 or 708, as soon as this Tender Notice is published, upon payment of a non-refundable amount of fifty thousand (50,000) CFA francs, payable to the Public Treasury.

10. Submission of offers

Each file, drafted in English or in French in seven (7) copies, including one (1) original and six (6) copies marked as such, should be submitted to the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located in the Ministerial Building No. 2, 7th Floor, Room 704 or 708, not later than 27/9/2021, at 1.00 P.M. prompt and shall bear the following inscription:

00005 RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. _____ /AONR/MINEPDED/CSPM/2021 OF 12 AOUT 2021
FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT FOR THE DEVELOPMENT OF AN
ENVIRONMENTAL AND SOCIAL MANAGEMENT FRAMEWORK (ESMF), STAKEHOLDER
ENGAGEMENT FRAMEWORK (SEF), AND RESETTLEMENT POLICY FRAMEWORK (RPF),
OF THE "SUPPORT TO THE SECTORAL PROGRAMME FOREST ENVIRONMENT PHASES
II AND III, CLIMATE PROTECTION (REED+) AND LAND USE PLANNING" PROJECT.
"To be opened only during the tender evaluation session"

11. Admissibility of offers

On pain of being rejected, the required administrative documents should be produced in originals or in certified true copies certified by the competent issuing service, in compliance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. These documents must be less than three (3) months old or they must be issued after the date of signature of the Invitation to tender.

Any offer not in conformity with the prescriptions of this Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a first-rate banking establishment approved by the Ministry of Finance or failure to comply with the models of the tender file documents shall lead to a pure and simple rejection of the offer.

12. Opening of bids

The bids opening will take place in two (2) phases.

The opening of the administrative documents and technical offers will take place on 27/9/2021 at 2.00 p.m. prompt by the Special Commission for the Award of Contracts of the Common Basket Fund/PSFE sitting at the Centre Regional Delegation of Forestry and Wildlife. The opening of the financial bids will take place later.

Only bidders may attend this opening session or be duly represented therein by an authorized person of their choice.

13. Evaluation criteria

13.1. *Eliminatory criteria*

1. Absence of the bid bond ;
2. Absence or non-compliance with an administrative document after 48 hours upon authorization of the Commission;
3. False declaration or presence of falsified documents in the bidder's offers;
4. Absence of the signed statement attesting that the bidder has not abandoned any contract over the past three (3) years;
5. Presence of financial information in the technical offer;
6. Technical mark (essential criteria) below seventy per cent (70%);
7. Absence of the declaration of commitment according to the Common Basket Fund - PSFE model.

13.2. *Essential criteria*

1. Understanding of the assignment,20
 - a. Any comments or suggestions on the terms of reference and the data, services and facilities to be provided by the Contracting Authority.....15
 - b. Description of the methodology.....10
 - c. Work plan2,5
 - d.
1. Experience of the consultants (legal entity)20
2. Qualifications and experience of key personnel for the assignment.....60

The minimum technical score required is 70/100 points.

14. Method of selection of the Consultant

The Consultant will be selected by the cost-quality selection method, in accordance with the procedures described in this Invitation to tender.

15. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed by their bids for ninety (90) days from the deadline for submission of bids.

16. Complementary information

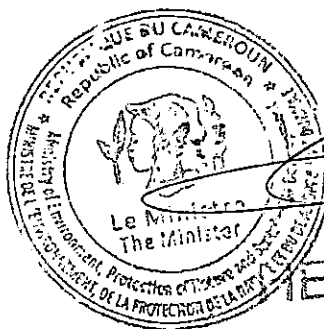
Complementary information may be obtained during working hours from the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development, located at Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704 or 708.

Yaounde, the 18 2 AOUT 2021

Copies:

- MINMAP;
- MINEPDED;
- ARMP;
- President of CSPM;
- Posting.

**THE MINISTER OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT**



[Signature]
LELE Pierre